

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

ADF/ZG/ADF-VII/CM.6/94/SR
Original : ENGLISH/FRENCH



**COMPTES RENDUS ANALYTIQUES PROVISOIRES
DE LA SIXIEME REUNION SUR LA SEPTIEME
RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FAD**

RPFR316

9 DECEMBRE 1994

**COMPTES RENDUS ANALYTIQUES PROVISOIRES DE LA SIXIEME REUNION
SUR LA SEPTIEME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FAD**
tenue au Centre international de Conférences Jomo Kenyatta,
Nairobi (Kenya), du 7 au 10 mai 1994

- PRESIDENT** : **M. Ruud Y. TREFFERS**
Directeur général adjoint,
Coopération Internationale,
Ministère des Affaires étrangères,
Pays-Bas
- POUR LE GROUPE
DE LA BANQUE** : **M. Babacar NDIAYE**
Président
- SECRETAIRE** : **M. H. MELIANE**
Secrétaire Général
- SOMMAIRE** : **Adoption de l'ordre du jour**
- : **Allocution d'ouverture par le Coordinateur**
- : **Brève déclaration par la Direction sur les mesures prises depuis
la dernière réunion**
- : **Examen des questions en suspens**
- : **Eligibilité des pays, allocation des ressources et le mécanisme de
la dette**
- : **Discussion du Projet de rapport et des Projets de Résolutions**
- : **Allocution de clôture**

LE SAMEDI 7 MAI 1994

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (ADF-VII/CM.6/94/31)

1. Les participants adoptent l'ordre du jour suivant :
 1. Allocution d'ouverture par le Coordinateur
 2. Brève déclaration par la Direction sur les mesures prises depuis la dernière réunion
 3. Suite des délibérations sur le Rapport des Plénipotentiaires
 4. Examen des questions en suspens (dans le rapport des Plénipotentiaires)
 5. Niveau de la Reconstitution et partage de la charge
 6. Questions diverses.

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU COORDINATEUR

2. Le **PRESIDENT** remercie les autorités kényanes pour la chaleur de l'hospitalité qu'elles offrent aux Délégués, à la veille des Assemblées annuelles du Groupe de la BAD. A ceux-ci, il souhaite la bienvenue à Nairobi, et rappelle aux nouveaux venus les assises de la réunion de Berne, où il a été possible de s'exprimer sérieusement, de manière constructive et en toute franchise sur la base de la lettre d'avril 1994 adressée au Président des Conseils des gouverneurs et au Président du Groupe de la Banque ; il en cite les points saillants : politiques financières, politiques opérationnelles, organisation et méthodes, questions de qualité, qui appellent une attention spéciale pour le progrès du Groupe de la Banque.

3. Il rappelle ensuite qu'au cours de cette réunion, le Président des Conseils des Gouverneurs avait pris l'engagement de sensibiliser et d'informer les partenaires régionaux sur le contenu de cette correspondance, et que pour sa part la Direction allait l'examiner de la manière la plus fouillée. Il est heureux des démarches effectuées et des mesures décisives prises dans ces deux directions. Par ailleurs, à sa demande, plusieurs Plénipotentiaires (Etats Unis d'Amérique, Allemagne, Espagne, Japon, Suède, France) ont envoyé des commentaires par écrit sur le projet de rapport des Plénipotentiaires et le projet de résolution. Ces commentaires ont été incorporés au projet de rapport final, mais le texte français n'est pas encore intégralement disponible. Faisant référence à la lettre aux Gouverneurs des pays membres de l'OCDE, il les invitera à donner à leurs Plénipotentiaires respectifs les instructions nécessaires pour qu'ils soient prêts à conclure les négociations.

4. La présente réunion a pour but de conclure les discussions sur les points laissés en suspens à Berne en vue de frayer la voie à l'entrée en vigueur de la Septième Reconstitution des ressources du Fonds. Ces questions en suspens, indiquées dans le projet de rapport (Rev. 3), comprennent : les pourcentages entre les différents instruments de prêt, les pourcentages entre les différentes catégories des pays membres le mécanisme de la dette, le niveau de liquidité, la taille de la reconstitution et l'entrée en vigueur.

5. Il fait observer que cette réunion est une réunion importante, car elle devra donner aux Participants l'occasion de réconcilier certains points de vue qui sont cruciaux pour l'avenir de la Banque. Mais cela ne peut être réalisé par le FAD seul. Les partenaires régionaux doivent apporter leur contribution, dans le dialogue.

6. Concernant les exigences qu'on cherche à imposer de toute part à la Direction, il note que le Rapport Knox recommande la voie de la sagesse, qui est celle du réalisme et de la modération.

BREVE DECLARATION DE LA DIRECTION SUR LES MESURES PRISES DEPUIS LA DERNIERE REUNION

7. Le Vice-Président LOUNES s'associe aux vifs remerciements qui viennent d'être exprimés à l'endroit des autorités kényanes pour la haute qualité de l'accueil offert aux délégués. Il rappelle que depuis la dernière réunion tenue à Berne, la Direction s'est attachée à identifier l'ensemble des mesures à prendre pour répondre à l'essentiel des préoccupations et questions des Plénipotentiaires et du Coordinateur dans sa lettre. A cet égard, six points importants ont été relevés :

- a) la restructuration et le redéploiement du personnel : le Conseil avait déjà demandé à la Direction de préparer un programme de redéploiement du personnel et un projet de restructuration de l'Institution pour le budget 1994. Mais la Direction a jugé opportun d'intégrer les contributions du Conseil d'administration, ce qui s'est traduit par un report de cet exercice à août 1994;
- b) les directives opérationnelles concernant la mise en oeuvre de la politique de lutte contre la pauvreté et la politique en matière de population : les documents sont déjà prêts et seront incessamment transmis aux Conseils d'administration pour information et avis ; la Direction a révisé le nouveau document relatif aux directives opérationnelles sur les risques d'engagement par pays qui a déjà fait l'objet de discussions au sein du Conseil d'administration pour présentation à la session de septembre 1994 ;

- c) les politiques financières : la Banque est tout à fait consciente que dans les circonstances présentes, il est très important de poursuivre l'effort de rationalisation et de consolidation des politiques financières de l'Institution. Mais sur les deux questions essentielles relatives au taux de provisionnement pour prêts non performants et au taux prêteur, la Direction fera une proposition au Conseil au vu des résultats financiers observés au 30 septembre 1994 ;
- d) le problème des arriérés : un certain nombre d'actions ont été déjà prises ces dernières semaines. La Direction est optimiste sur les perspectives d'amélioration, notamment dans le cadre des mesures d'accompagnement prises en faveur des pays de la zone franc comme suite à la dévaluation de leur monnaie, et de concert avec les autres partenaires, dont les institutions de Bretton Woods.
- e) la création d'une catégorie exclusivement éligible au guichet du FAD : la Direction estime que ce point extrêmement important appelle de plus amples réflexions de la part des Plénipotentiaires avant la prise d'une décision finale. Si une telle décision était prise sans mesures d'accompagnement, elle pourrait avoir des effets contre-productifs par rapport à l'objectif recherché ; enfin
- f) la qualité des projets : la Direction a préparé un programme d'action comportant des mesures qui relèvent de sa compétence et qui sont actuellement en discussion ; elles sont étalées dans le temps, et vont dans le sens de l'amélioration du portefeuille et de la gestion des projets au sein de l'institution.

8. M. FALL présente en guise de complément la méthodologie utilisée pour traiter la question des arriérés, au terme de laquelle les pays sous arriérés ont été répartis en trois catégories, avec les actions entreprises par la Direction depuis la dernière réunion. La Direction s'est attachée, dans le contexte du PSA, à rechercher la meilleure voie pour intégrer l'ensemble des arriérés dus par les pays membres du PSA. Ces arriérés sont désormais pris en compte dans les tableaux des opérations financières pour s'assurer que le flux des ressources attendues des principaux bailleurs de fonds intègrent également le flux de ces arriérés. Le PSA lui-même a été arrêté de commun accord avec la Banque mondiale et le FMI.

9. Dans ce contexte, les arriérés de la Côte d'Ivoire, à hauteur de 80 millions de dollars EU, ont été entièrement apurés. Un PAS a été mis en place pour le Cameroun avec une enveloppe de 60 milliards de francs CFA. 30 millions de dollars EU ont été payés pour

le Gabon. Les négociations sont en cours pour la RCA (17 millions de dollars EU). S'agissant du Soudan et du Nigeria, pays pour lequel les assurances ont été données sur 56 millions de dollars, les discussions se poursuivent à Nairobi même.

10. Il fait observer qu'il a laissé de côté dans cette présentation le groupe des pays à arriérés techniques et les pays qui connaissent des problèmes sociaux ou politiques (Guinée Bissau, Angola, Zaïre, Rwanda).

11. **M. MERGHOUB** fait remarquer que la Banque a mûrement réfléchi sur les implications pour elle de la création d'une catégorie de pays éligibles aux seules ressources du FAD, et qu'à ce niveau la proposition des Délégués du FAD n'est pas similaire à la situation qui prévaut à l'AID ; en effet, le seuil au FAD serait de 1054 dollars EU contre 825 à l'AID, la liste des pays concernés serait respectivement plus longue au FAD qu'à l'AID, quelques pays de la catégorie A, pourtant performants (tels que la Mauritanie, le Ghana et l'Ethiopie), recevraient moins de ressources au FAD-VII qu'au FAD-VI, des pays anciennement classés B auraient, en passant dans la catégorie A, des transferts nets négatifs.

12. De plus, la Banque africaine de développement se trouvera marginalisée par ces pays comme par la Banque mondiale, car elle ne sera plus perçue que comme une firme de recouvrement de créances.

13. Il conclut en ajoutant que l'on a prévu une nouvelle catégorie B1, et qu'il ne se poserait pas de problème de solvabilité pour les pays A, au rebours des pays des catégories B et C.

14. Le **PRESIDENT** pense qu'il faudrait des notes écrites sur tous ces points.

15. Après avoir exprimé ses remerciements au gouvernement kényan pour la haute qualité de son hospitalité et la Direction pour l'excellente préparation de cette réunion, le **REPRESENTANT du CANADA** aimerait être informé de la position la plus récente en date du revenu net pour le premier trimestre de l'exercice en cours, et savoir si la Direction a eu des discussions avec les agences de cotation. Commentant l'intervention de M. Merghoub, il ne pense pas qu'une éventuelle marginalisation de la Banque puisse venir de la création d'une catégorie exclusivement FAD.

16. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** exprime ses remerciements au gouvernement kényan pour l'accueil chaleureux offert aux participants, et note qu'après avoir écouté la déclaration du Vice-Président Lounès, il n'a pas perçu le sentiment d'urgence que la situation impose. La question du taux prêteur aurait dû être réglée avant la fin de l'exercice 1993. Il est préoccupé par la possibilité qu'une autre occasion sera été manquée.

En outre, il note que la réaction initiale au Rapport Knox n'a pas été un plan d'action. Sur la question des arriérés, il y a certes des développements heureux, mais le dialogue avec les pays ne semble pas être pris au sérieux.

17. Le Vice-Président **LOUNES**, répondant à la première question posée par le représentant du Canada, fait savoir qu'un rendez-vous a été pris avec les agences de cotation pour la première semaine de juillet 1994. Quant au risque de marginalisation relevé par M. Merghoub, il concerne en fait toute l'Institution, car c'est l'ensemble des ressources du Groupe qui se trouvera réduit.

18. **M. MORCOS (BAD)** mentionne qu'au départ d'Abidjan, on ne disposait que d'estimations sur les chiffres du revenu, avec des prévisions de l'ordre de 60 millions d'UC pour l'année, soit 15 millions par trimestre. Or, au cours du premier trimestre, la Salle de transaction a perdu de l'argent sur les obligations d'Etat au Japon et en Allemagne, pertes qui se traduisent par un solde négatif net de 31 millions d'UC. Par ailleurs, le Soudan et la RCA sont entrés en état de non reconnaissance de revenu.

19. Le Vice-Président **LOUNES** ajoute qu'en matière de pertes, les gestionnaires de portefeuille en ont enregistrées autant que la Salle de transaction, et que ces obligations étaient pourtant cotées AA Plus ou AAA. Pour le mois d'avril, la Salle de transaction a enregistré un bénéfice de 3,5 millions d'UC.

Le Président des Conseils des Gouverneurs fait son entrée dans la salle.

20. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE**, après avoir noté avec intérêt les progrès accomplis au chapitre des arriérés, aimerait être informé de la situation du Zaïre et du Libéria, qui sont les cas problématiques. A son avis, de mettre dans la catégorie exclusivement FAD plus de pays que n'en compte la catégorie exclusivement AID serait faire fausse route. Sur les derniers chiffres donnés, il aimerait savoir à combien se chiffre la perte pour la Banque. Il regrette enfin que le document ne comprenne pas un plan d'action.

21. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** exprime à son tour les remerciements de sa délégation à l'endroit des autorités kényanes. Il aimerait savoir s'il est prévu de rédiger un projet de résolution comportant un calendrier de mise en oeuvre pour examen par le Comité directeur des Conseils des gouverneurs. A son avis, il ne sied pas de chercher à perpétuer l'endettement, en le justifiant par le refus des transferts nets négatifs.

22. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS D'AMERIQUE** remercie au nom de sa délégation les autorités du Kenya pour l'accueil qui lui a été réservé. Il fait observer que sa délégation est disposée à travailler dans le sens indiqué par les Plénipotentiaires lors de la

réunion précédente à Berne. Il félicite la Direction pour l'effort extraordinaire qu'elle a fourni pour produire un document de haute qualité. Il note, au sujet de la question d'éligibilité, qu'il n'y a jamais eu de consensus sur le développement.

23. Le **PRESIDENT** signale qu'il serait favorable à une lecture intégrale du texte.

24. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** revient sur la déclaration de son collègue suisse concernant l'insolvabilité des pays bénéficiaires, qui a amené à souligner l'importance de la mise en place d'une politique de risque-pays. Il rappelle qu'il est des domaines dans lesquels son pays attend de voir des résultats concrets avant de s'engager sur le FAD-VII. Il aimerait avoir plus de détails sur les chiffres donnés par le Vice-Président Lounès et M. Merghoub.

25. Le **REPRESENTANT du JAPON** remercie le gouvernement kényan et M. Keah pour la haute qualité de l'hospitalité offerte à sa délégation. Il craint maintenant qu'il ne soit pas possible de conclure les négociations dans les délais souhaités. Il a des commentaires spécifiques sur la déclaration de la Direction, et pense qu'il faut aller vite. Il aimerait savoir comment le Président compte organiser les travaux.

26. Le **PRESIDENT** signale qu'il n'est que l'interprète de tous les Gouverneurs, dont il lui faut tenir compte des préoccupations. L'émergence d'un consensus est nécessaire, car plusieurs questions sont interdépendantes.

27. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** note qu'il sera très difficile de parvenir ce jour à un consensus. S'agissant des arriérés, les explications, quoique détaillées, ne sont pas satisfaisantes. Les promesses ont fait leur temps, il faut passer aux actes. En ce qui concerne le risque-pays, le document arrive trop tard, et fausse la crédibilité du FAD.

28. Le **PRESIDENT** rappelle qu'à la réunion de Berne, un consensus s'était dégagé sur le concept de la catégorie exclusivement FAD. M. Merghoub avait tiré les conséquences de la création d'une telle catégorie, ce qui était du devoir de la Direction.

29. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** pense qu'il reste beaucoup de travail à faire. Il demeure persuadé que la Direction ne semble pas convaincue de l'urgence des tâches en attente. Sur les politiques financières, un document a été présenté au Conseil d'administration en juin 1993, mais c'était un document hâtif qui n'a donné satisfaction que sur un point. Il pose à nouveau la question de l'amélioration de la fourniture de l'information aux Conseils par la Direction.

30. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** remercie les autorités kényanes pour leur chaleureux accueil. Il regrette de ne pouvoir afficher le même enthousiasme que le représentant des Etats Unis d'Amérique, et indique que deux sujets préoccupent son gouvernement, à savoir le mécanisme stand-by de gestion de la dette, et les assurances - insuffisantes - qui devraient faciliter la conclusion d'un accord.

31. Le **Vice-Président LOUNES** fait observer que parmi les nombreuses questions posées, certaines débordent le cadre des compétences de la présente assemblée. En réponse au représentant de l'Italie, il fait savoir que les informations données sur les arriérés peuvent être vérifiées. Il assure ensuite le représentant de la France que les réponses à ses questions se trouvent dans le document sur l'éligibilité des pays. Il retient que les mesures à prendre pour améliorer le flux de l'information entre la Direction et le Conseil recoupent l'ensemble des questions évoquées.

32. Le **PRESIDENT des CONSEILS des GOUVERNEURS** annonce qu'il tiendra une réunion d'information avec ses collègues.

La séance est suspendue à 17 heures 30.

DIMANCHE 8 MAI 1994

EXAMEN DES QUESTIONS EN SUSPENS

33. Les Plénipotentiaires débattent des dispositions appropriées et des conditions requises pour qu'intervienne la conclusion des négociations de la Septième Reconstitution des Ressources du Fonds. Etant donné l'ampleur de la tâche qui revient à la réunion, deux groupes de travail distincts sont mis sur pied : le comité sur le mécanisme de la dette et le comité de rédaction sur les autres questions en suspens, y compris le mécanisme de la dette et la création d'une catégorie de pays exclusivement éligibles aux ressources du FAD.

34. Le **PRESIDENT** accueille le Président du Groupe de la Banque. Il fait observer que, s'agissant du mécanisme d'allègement de la dette, il est important, quelle que soit l'analyse qui en est faite, de disposer d'un filet de sécurité sous la Banque. Or l'utilisation de ressources fraîches du Fonds pose des problèmes juridiques. Revenant aux délibérations de la veille, il fait référence à un document distribué à Ouagadougou pour réflexion ultérieure avec les juristes respectifs des Etats participants. Des contributions volontaires, ou les ressources du FSN seraient d'autres pistes à explorer pour constituer ce filet de sécurité.

35. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** rappelle, concernant le document juridique de Ouagadougou, que la délégation de son pays a remis à Copenhague une note écrite au Conseiller juridique général de la BAD.

36. Le **REPRESENTANT de la SUISSE**, sur motion de procédure, déclare qu'il ne pense pas qu'il soit possible de convaincre ce jour les délégations qui ne le sont pas de la convenance du filet de sécurité ; en effet, beaucoup de pays semblent être dans l'incapacité de faire une souscription, même à titre provisoire ; il y a des questions juridiques ou financières de principe qui se posent. Poursuivre les discussions sur ce point ne ferait, à son avis, que retarder inutilement la conclusion du FAD-VII.

37. Comme il s'agit de revenu net, les ressources pourraient provenir soit de la Banque elle-même, soit de l'extérieur. Il faut exclure un financement sur les ressources du FAD, qu'elles viennent des annulations ou des remboursements.

38. Pour le **REPRESENTANT du CANADA**, cette facilité est essentielle, et il a déjà expliqué pourquoi. Il demande, pour le moment, d'en retenir le principe, et de remettre à plus tard l'examen des modalités. Ce mécanisme est nouveau, il connaît les oppositions déjà rencontrées autrefois par les prêts à l'appui des réformes de politiques et la Cinquième Dimension.

39. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** est d'accord avec son collègue du Canada sur l'examen de l'opportunité d'un filet de sécurité. Des informations rassurantes ont été données sur l'apurement très proche des arriérés, et il aimerait savoir si la Direction a fait de nouvelles projections à la lumière de ces informations. Le Comité des Gouverneurs pourra en assurer le suivi.

40. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** ne sait si des progrès substantiels pourront être réalisés sur cette question. Son gouvernement considère que ce plan présente de nombreux inconvénients, au nombre desquels la faisabilité juridique non assurée, les problèmes d'équité et de partage de la charge entre les pays non régionaux, les risques de dérive budgétaire et de programmation ; de plus, ce ne serait qu'une solution partielle ; le mécanisme, coûteux et sans effet de levier, serait mis en place au détriment des pays bénéficiaires du FAD-VII, et n'aurait aucune influence sur le revenu net, si l'orthodoxie financière était observée dans son traitement comptable. L'inconvénient majeur est qu'il retarde les négociations du FAD-VII.

41. Il conclut en disant que pour ses autorités, un tel fonds fiduciaire devrait être logé auprès de la Banque, non du FAD, et serait piloté par un comité de donateurs. Ces conditions remplies, la France serait partie prenante.

42. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** considère qu'étant donné la complexité des problèmes rencontrés, il faut envisager la proposition dans le contexte de la prochaine augmentation de capital.

43. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** fait observer que la solution des problèmes clés est une question de volonté. Il est illusoire de penser qu'ils seront résolus dans le contexte d'une augmentation générale de capital. Il n'y a pas de risque moral encouru. Quant à la légalité de la proposition, si elle fait l'objet d'un accord, alors elle devient légale, en fonction de l'interprétation des statuts qui sera faite.

44. Le **PRESIDENT** invite le représentant des Etats Unis d'Amérique à donner son avis sur la proposition française visant à domicilier ce fonds auprès de la BAD.

45. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** déclare qu'il ne lui est pas possible de donner une brève réponse à cette suggestion.

46. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** réitère que ce serait un fonds fiduciaire placé auprès de la Banque et administré par un comité de donateurs, dont les modalités d'utilisation reprendraient la teneur des propositions déjà faites.

47. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** aimerait savoir si c'est là la position officielle de la France.

48. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** répond par l'affirmative.

49. Le **REPRESENTANT du JAPON** fait observer que de bonnes et de mauvaises nouvelles ont été données la veille. Les bonnes concernaient l'apurement des arriérés, et les mauvaises les pertes substantielles encourues sur les obligations émises sur les marchés japonais et allemand.

50. S'agissant du filet de sûreté, il est d'avis que s'il vise la Banque, alors il y a un risque moral dont il faut tenir compte quand on pense à la situation des arriérés.

51. Le **REPRESENTANT du CANADA** souligne que le filet de sécurité est à l'intention des pays membres, et il protégerait la Banque et le capital callable. Il demande un bref document sur cette question pour l'après-midi. Il reconnaît que la proposition française a du mérite. Il aimerait savoir ensuite ce que coûterait la mise en place d'un filet de sécurité, quels seraient les avantages d'un mécanisme stand-by auprès du Fonds par rapport à un Fonds fiduciaire auprès de la Banque.

52. A son avis, le risque moral est égal des deux côtés, et il vaut mieux disposer d'un tel mécanisme, quitte à ne pas l'utiliser, que de devoir regretter d'ici 3 ou 6 mois de ne pas en avoir.

53. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** explique qu'un appel de capital est destiné à pallier une déficience de trésorerie, et non un résultat net négatif. Il aimerait que la Direction prépare un document sur un scénario catastrophe.

54. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** prie ses collègues d'éviter d'aller indéfiniment dans la même direction. Quand on parle de la fragilité de la Banque, cette caractéristique n'est pas en fait celle de la Banque, mais celle des pays.

55. Le **PRESIDENT** annonce que le Comité de rédaction sera composé des représentants des Etats Unis d'Amérique, du Canada, de la France, du Japon et de l'Allemagne.

56. Le **REPRESENTANT de l'ALLEMAGNE** n'est pas convaincu qu'il existe une possibilité juridique de création d'un tel fonds.

57. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** rappelle la différence entre un mécanisme domicilié auprès du Fonds et de la Banque.

58. Le **PRESIDENT** note que ce mécanisme ne devrait pas être perçu isolément.

59. **M. MERGHOUB** signale que c'est à la suite d'une rencontre avec les agences de cotation qu'il a été fait mention pour la première fois d'un mécanisme de gestion la dette. Les agences accordent beaucoup d'importance à la manière dont les actionnaires réagissent devant la situation des pays sous arriérés du fait de troubles politiques ou sociaux.

60. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** aimerait savoir s'il y a des propositions sur la classification des pays.

La séance est suspendue à 14h50 et reprise à 17h heures

ELIGIBILITE DES PAYS, ALLOCATION DES RESSOURCES ET MECANISME DE LA DETTE

61. **M. MERGHOUB** présente, au nom de la Direction, le document d'information sur les directives relatives à l'éligibilité des pays et à l'affectation des ressources, dont la publication est prévue pour août-septembre 1994.

62. Les Plénipotentiaires considèrent que ce document constitue un bon point de départ; ils suggèrent à la Direction de s'inspirer de l'analyse déjà effectuée par la Banque mondiale et le FMI afin de réviser le document en conséquence, et de mettre les directives périodiquement à jour ; ils réaffirment leur engagement à la BAD et au FAD, et soulignent

l'impérieuse nécessité pour le Groupe de la Banque d'avoir une catégorie exclusivement BAD et une catégorie exclusivement FAD, étant donné la rareté des ressources concessionnelles et la baisse des budgets d'aide.

63. Le Vice-Président LOUNES rappelle aux Plénipotentiaires les inquiétudes du Président de la Banque sur les sérieux problèmes de politique et techniques auxquels le Groupe de la Banque dans son ensemble sera confronté par suite de la création d'une catégorie de pays éligibles aux seules ressources du FAD. Il suggère par conséquent que de plus amples consultations se tiennent sur la question entre les différentes délégations, y compris celles qui ne font que d'arriver à Nairobi.

64. L'Administrateur MOUSSA se fait également l'écho des inquiétudes des pays membres régionaux sur la proposition, qui impliquera le refus de l'accès à leur propre institution de financement du développement, sans une compensation correspondante à travers une reconstitution adéquate des ressources du Fonds.

DISCUSSION DES PROJETS DE RESOLUTIONS

65. Le PRESIDENT invite les participants à examiner les projets de Résolutions soumis par les groupes de travail sur :

- les mesures visant à renforcer la coopération et l'efficacité de la BAD et du FAD ;
- la création d'un Comité ad hoc sur la Cinquième augmentation du capital de la BAD ;
- les questions relatives à la gestion financière et à l'affectation des ressources de la Banque pour 1996 et au delà ;
- un appel aux pays membres régionaux pour qu'ils règlent leurs arriérés envers la Banque.

66. Plusieurs consultations et réunions, formelles aussi bien qu'informelles, se tiennent sur les projets de résolutions mentionnés ci-dessus et sur des questions essentielles telles que la politique de crédit, la solvabilité, une méthodologie d'éligibilité axée sur le PNB, etc.

67. Le PRESIDENT annonce que le rapport des délégués ne sera prêt qu'une heure plus tard. Entre-temps, le train de résolutions peut être étudié. En plus de la reconstitution elle-même, un tableau est en voie de préparation pour les annonces de souscription pour action dans les jours qui viennent. En effet, une tentative sérieuse sera faite pour le lancement de l'AGC, et pour la Résolution du FAD-VII.

68. Une seule délégation avait offert des commentaires sur la Résolution, nommément la délégation française. Il demande à M. El-Obeid de faire l'état des questions encore en suspens.

69. M. EL-OBEID fait observer que le premier point a trait à l'entrée en vigueur de la Résolution, au pourcentage des souscriptions et au seuil de déclenchement. S'y ajoute la question de la taille relative des tranches : seront-elles égales, ou par montants décroissants? Il rappelle aussi qu'il avait été demandé à Ouagadougou que les pays ayant connu une dévaluation supérieure à 10 % souscrivent en DTS.

70. Les dates du 30 novembre 1994, 1995 et 1996 avaient été suggérées pour le versement des tranches, ou celles du 1er janvier de chaque année.

71. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** avait fait une annonce de 170-180 millions d'UC, qui sera fonction de la contribution des Etats Unis d'Amérique. Il demande l'éclairage du Président sur la procédure.

72. Le **REPRESENTANT des ETATS UNIS d'AMERIQUE** rappelle que le niveau de la contribution de son pays avait déjà été fixé avant la réunion de Berne. Il se demande, au cas où la reconstitution serait acquise ce jour ou le lendemain, comment s'assurer que les conditions contenues dans les résolutions seront prises en compte. Il fait noter aussi qu'en considérant le seuil de déclenchement, il ne faut pas perdre de vue les impératifs des cycles budgétaires respectifs des Etats participants. S'agissant de la taille relative des tranches des versements, si la proportion de 50 %, 30 % et 20 % était obligatoire, son pays ne pourrait s'y conformer. Enfin, il apprécie le travail accompli par le Conseiller Juridique Général de la Banque.

73. Le **PRESIDENT** fait observer que le multilatéralisme implique un minimum d'entente sur des points communs.

74. Le **REPRESENTANT du CANADA** relève qu'il y a des points inacceptables dans le projet de Résolution, tels que le taux d'inflation, le maintien de la valeur, le refus de l'accélération des encaissements.

LUNDI 9 MAI 1994

DISCUSSION DU PROJET DE RAPPORT ET DES PROJETS DE RESOLUTIONS

75. Au cours de leurs délibérations, les Plénipotentiaires font plusieurs amendements, notamment aux paragraphes concernant les priorités sectorielles et inter-sectorielles, la

gestion de l'environnement, l'intégration des femmes dans le développement (IFD), la micro-entreprise, l'éligibilité des pays, l'affectation des ressources, et les appoints de ressources concessionnelles.

MARDI 10 MAI 1994

EXAMEN DU PROJET DE RAPPORT ET DES PROJETS DE RESOLUTIONS (SUITE)

76. Cette séance est consacrée à l'examen du projet de Rapport (Rev. 5) incorporant les derniers amendements, spécialement les appoints de ressources concessionnelles, le mécanisme des versements par tranches, la revue à mi-parcours, l'éligibilité des pays et l'affectation des ressources.

ALLOCUTION DE CLOTURE

77. Il est convenu, au vu des consultations en cours sur certaines questions essentielles inscrites à l'ordre du jour des Assemblées annuelles en général et sur les projets de résolutions conjoints en particulier, que les Plénipotentiaires poursuivent leurs échanges de façon informelle entre eux, avec la Direction et avec les délégations des pays membres régionaux sur les points suivants : la politique de crédit, la rareté des ressources pouvant être mises à disposition par les pays donateurs, les prêts à l'appui des réformes économiques (5ème dimension), l'éligibilité des pays sur la base du PNB.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

78. La date et le lieu de la prochaine réunion seront fixés à la lumière des résultats de ces consultations.
